

## **COMMUNIQUÉ**

### **Nous condamnons fermement l'initiative de la députée Anchya Bamana**

Le Collectif des Citoyens de Mayotte loi 1901 exprime son indignation face à la démarche scandaleuse de la députée RN Anchya Bamana, qui a sollicité le préfet de Mayotte pour régulariser en urgence la situation administrative de sept joueurs de l'équipe des Diables Noirs de Combani, en situation irrégulière.

Cette demande constitue une faute grave et impardonnable au regard des responsabilités qui lui ont été confiées et de l'urgence de la situation à Mayotte. Nous condamnons cet acte car il constitue :

1. Une trahison de son mandat politique et de la confiance des électeurs  
Élue sous l'étiquette RN et largement soutenue par la population du sud de l'île, Anchya Bamana avait un mandat clair : lutter contre l'immigration clandestine. Son geste va à l'encontre de cet engagement et constitue une trahison des attentes de ses électeurs et des Mahorais-es dans leur ensemble, qui subissent au quotidien les conséquences de cette immigration massive.

2. Un signal désastreux pour notre combat contre l'immigration clandestine  
Dans un contexte où Mayotte fait face à un effondrement des infrastructures de santé, à une crise éducative sans précédent, et à une économie incapable de décoller, l'immigration clandestine est un facteur central de nos difficultés. Demander la régularisation de clandestins (dont deux sont reconnus comme délinquants notoires) revient à décrédibiliser totalement notre lutte légitime pour la préservation de l'équilibre social de l'île.

3. Une atteinte à la crédibilité de Mayotte au niveau national et international  
Après les épisodes récents mettant en cause certains élus dans des initiatives contraires aux intérêts des Mahorais-es, notamment le président de l'Association des Maires de Mayotte Madi Madi Souf et le Grand Cadi de Mayotte en septembre 2024, cette démarche affaiblit davantage notre image et notre combat au niveau national et aux yeux du monde entier. Comment pouvons-nous exiger de l'État des mesures fortes

contre l'immigration clandestine si nos propres élus s'illustrent par des actions aussi incohérentes ?

Toute responsabilité politique exige de la cohérence et de l'exemplarité

À ce niveau de responsabilité, les erreurs peuvent difficilement être tolérées, et les fautes (comme celle-ci) sont impardonnables. Le combat pour Mayotte exige une cohérence absolue et une exemplarité totale de nos élus. Le double discours est inacceptable, et il est impératif que cette condamnation serve de signal pour éviter de futurs écarts.

Car nous savons que dans la classe politique d'aujourd'hui, nombreux sont les adeptes du double discours : ils disent une chose à Mayotte et son exact contraire à Paris ou tout du moins l'avalise par leur silence complice.

D'ailleurs nous n'avons pas vu beaucoup d'élus prendre position publiquement sur la démarche scandaleuse du président de leur association au Comores.

Nous continuons donc à appeler à une réaction unanime des citoyens pour condamner cette démarche et rappeler que la lutte contre l'immigration clandestine doit être menée avec rigueur et cohérence.

La solution aux maux de Mayotte est politique.

Lève-toi citoyen et descendons dans cette arène politique avec du sang neuf pour un nouvel élan.

Le Président du Collectif des Citoyens de  
Mayotte loi 1901  
Fatihou IBRAHIME